



515 rue Léopold Le Hon
01000 BOURG EN BRESSE

www.aindex.fr - contact@aindex.fr

Tél. 04 74 22 84 50

U.D.A.F. 71

UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE SAONE ET LOIRE

Exercice clos le 31 décembre 2024

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

**UNION DEPARTEMENTALE DES
ASSOCIATIONS FAMILIALES DE
SAONE ET LOIRE
35 ter rue de l'Héritan
71010 - MACON**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE SAONE ET LOIRE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

La note de l'annexe « Engagement de retraite » précise les modalités d'évaluations des engagements de retraite. Ces engagements ont fait l'objet d'une évaluation actualisée. Nos travaux ont consisté à examiner les données utilisées, à apprécier les hypothèses retenues et à vérifier que la note de l'annexe des comptes fournit une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de

systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

BOURG EN BRESSE, le 15 mai 2025

Le Commissaire aux Comptes
AINDEX SARL

Pascal TONNARD

Comptes annuels 2024

ACTIF	31/12/2024			31/12/2023
	Brut	Amot. Prov.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (0)				
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
Fonds commercial				
Autres	161 377	150 444	10 933	15 707
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles :				
Terrains	151 203	3	151 200	151 200
Constructions	6 519 826	2 847 764	3 672 061	3 866 715
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres	724 770	639 515	85 255	109 316
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières :				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
TIAP				
Autres titres immobilisés	250 367		250 367	244 574
Prêts				
Autres	11 635		11 635	11 664
Total 1	7 819 177	3 637 726	4 181 452	4 399 177
Comptes de liaison (2)				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours :				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				9 359
Créances :				
Créances clients et comptes rattachés	8 355		8 355	11 812
Autres	195 252		195 252	126 866
Capital souscrit - appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement :				
Actions propres				
Autres titres	1 183 751		1 183 751	901 701
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	3 568 538		3 568 538	4 117 191
Charges constatées d'avance	34 465		34 465	56 808
Total 3	4 990 361		4 990 361	5 223 737
Charges à répartir sur plusieurs exercices (4)				
Primes de remboursement des emprunts (5)				
Ecart de conversion actif (6)				
Total général (0+1+2+3+4+5+6)	12 809 539	3 637 726	9 171 813	9 622 914

Comptes annuels 2024

PASSIF	31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES		
Capital		
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
Réserves :		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles	350 793	350 793
Réserves réglementées		
Autres	736 390	736 390
Report à nouveau	2 789 107	2 355 027
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-160 205	434 080
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total 1	3 716 085	3 876 290
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	6 517	8 625
Provisions pour charges	484 446	443 363
Total 2	490 963	451 988
Fonds dédiés/projet associatif	205 785	153 462
Comptes de liaison (3)		
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 402 012	3 628 376
Emprunts et dettes financières diverses	9 220	9 874
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	146 439	181 292
Dettes fiscales et sociales	1 080 412	1 071 002
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	118 798	248 530
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	2 100	2 100
Total 4	4 758 981	5 141 174
Ecart de conversion passif (5)		
Total général (1+2+3+4+5)	9 171 813	9 622 914

Consolidation
25/03/2024

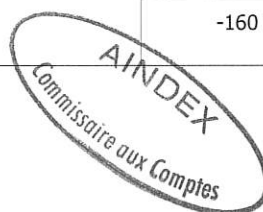
Comptes annuels 2024

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises		
Production vendue (biens et services)	8 018 329	7 812 387
<u>Montant net du chiffre d'affaires</u>	8 018 329	7 812 387
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	526 782	461 064
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	119 907	294 184
Autres produits	22 393	10 114
Total 1	8 687 411	8 577 749
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variations de stocks		
Achat de matières premières et autres approvisionnements		
Variations de stocks		
Autres achats et charges externes	1 211 307	1 137 245
Impôts, taxes et versements assimilés	597 963	558 014
Salaires et traitements	4 818 901	4 365 540
Charges sociales	1 693 053	1 542 363
Dotations aux amortissements et aux provisions :		
Dotations aux amortissements sur immobilisations	246 187	250 831
Dotations aux provisions sur immobilisations		
Dotations aux provisions sur actif circulant		
Dotations aux provisions sur risques et charges	49 932	8 180
Autres charges	229 712	178 866
Total 2	8 847 056	8 041 040
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (1-2)	-159 645	536 710
Quotes-parts sur opérations faites en commun : bénéfice ou perte transférée (3)		
Quotes-parts sur opérations faites en commun : perte ou bénéfice transféré (4)		
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participation		
Produits financiers d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	3 850	8 357
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	46 224	1 701
Total 5	50 074	10 059
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	72 236	77 041
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cession de valeurs mobilières de placement		
Total 6	72 236	77 041
2. RESULTAT FINANCIER (5-6)	-22 161	-66 982
3. RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (1-2+3-4+5-6)	-181 806	469 727



Comptes annuels 2024

COMPTE DE RESULTAT		31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Produits exceptionnels sur opération de gestion		36 997	13 465
Produits exceptionnels sur opération de capital			
Reprises sur provisions et transferts de charges			
	Total 7	36 997	13 465
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Charges exceptionnelles sur opération de gestion		13 527	48 045
Charges exceptionnelles sur opération de capital			50
Dotations aux amortissements et aux provisions			
	Total 8	13 527	48 095
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (7-8)		23 470	-34 630
Participation des salariés aux résultats (9)			
Impôts sur les bénéfices (10)		1 869	1 017
TOTAL DES PRODUITS (1+3+5+7+11)		8 774 482	8 601 273
TOTAL DES CHARGES (2+4+6+8+9+10+12)		8 934 688	8 167 193
EXCEDENT OU DEFICIT		-160 205	434 080



DETAIL DE L'ANNEXE

Règles et méthodes

Tableau des immobilisations

Tableau des amortissements

Tableau des provisions

Tableau des emprunts

Échéances créances et dettes

Suivi des fonds associatifs

Suivi des fonds dédiés

Engagements financiers

Produits à recevoir

Charges à payer

Charges et produits constatés d'avance

Informations diverses



IDENTIFICATION DE L'ASSOCIATION

Désignation : UDAF de Saône et Loire

Exercice clos le 31 décembre 2024

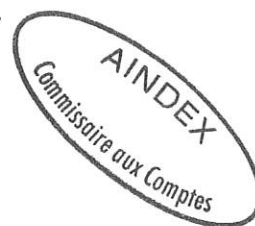
Désignation de l'association : UDAF de Saône et Loire

Annexe au bilan clos le 31 décembre 2024, dont le total est de 9 171 813€ et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un déficit de 160205€.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024.

Les notes indiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été établis par les dirigeants de l'association.



OBJET SOCIAL

L'UDAF a pour objet, sur le plan départemental :

1° Conformément aux dispositions de l'article L. 211-3 du code de l'action sociale et des familles, de :

« a) donner son avis aux pouvoirs publics sur les questions d'ordre familial et leur proposer les mesures qui paraissent conformes aux intérêts matériels et moraux des familles; »

« b) représenter officiellement auprès des pouvoirs publics, l'ensemble des familles, et notamment désigner ou proposer les délégués des familles aux divers conseils et assemblées ou autres organismes institués par l'Etat, la région, le département, la commune; »

« c) gérer tout service d'intérêt familial dont les pouvoirs publics estimeront devoir lui confier la charge; »

« d) exercer devant toutes les juridictions, sans avoir à justifier d'un agrément ou d'une autorisation préalable de l'autorité publique, notamment de l'agrément prévu à l'article L. 421-1 du code de la consommation, l'action civile relativement aux faits de nature à nuire aux intérêts moraux et matériels des familles y compris pour les infractions prévues par l'article 227-24 du code pénal. »

2° de donner à l'Union Nationale des Associations Familiales (UNAF), des avis motivés sur toutes les questions dont celle-ci l'aura saisie, ou de lui adresser spontanément toutes suggestions dont l'examen lui paraîtra opportun ;

3° d'entreprendre toutes études et actions utiles à la défense des intérêts généraux, matériels et moraux des familles, (y compris en leur qualité d'usagères et consommatrices de biens et services) ;

4° de mettre à la disposition des membres actifs et des organismes associés la documentation utile à l'exercice de leur mission ;

5° de faciliter la collaboration de ses membres actifs avec les organismes associés dans la mesure où ces groupements à but familial, sans constituer une association familiale au sens de l'article L. 211-1 du code de l'action sociale et des familles, n'en exercent pas moins une activité utile aux familles ;

6° de gérer tout service que le développement des services collectifs pourra initier ;

7° d'agir dans tous les domaines de la vie des familles, et notamment, l'enfance et la jeunesse, l'habitat, l'emploi, l'éducation, la protection sociale, l'environnement, la santé, la consommation, l'économie, l'autonomie et la dépendance, le handicap, le développement durable, les médias et les usages numériques.

L'UDAF peut provoquer, à l'intérieur du département, la constitution d'unions locales d'associations familiales, selon les dispositions de l'article L. 211-6 du code de l'action sociale et des familles.

DESCRIPTION DES MISSIONS

Action Familiale :

L'UDAF de Saône et Loire a été créée le 22 septembre 1945.

L'UNAF et les UDAF sont nées de la volonté d'organiser le dialogue entre les familles représentées par leurs associations, et les pouvoirs publics.

L'ordonnance du 3 mars 1945 institue l'UNAF et les UDAF, renforcée par la loi du 11 juillet 1975, elle leur confie la représentation officielle des familles auprès des pouvoirs publics.

Quatre missions :

Donner des avis aux pouvoirs publics sur les questions d'ordre familial.

Représenter officiellement auprès des pouvoirs publics l'ensemble des familles.

Gérer tout service d'intérêt familial dont les pouvoirs publics estimeront leur confier la charge.

Agir en justice en exerçant l'action civile pour la défense des intérêts matériels et moraux des familles.

C'est une Union d'associations.

L'UDAF représente les familles de Saône et Loire auprès de nombreux organismes et institutions au niveau du département et de la région. Ces représentations sont exercées par des bénévoles et touchent tous les secteurs de la vie quotidienne : santé, protection sociale, logement, éducation, économique, droit de la famille...

Outre le service Institution et Vie associative, qui assure également le secrétariat de la Médaille de la Famille, l'UDAF gère les trois services suivants :



Protection Juridique des majeurs (PJM) :

Le service des Majeurs Protégés regroupe des activités qui entrent dans le cadre de la loi du 05 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs.

Les mesures de protection judiciaire visent à protéger les personnes majeures atteintes de maladies psychologiques et dont la situation économique et sociale nécessite un accompagnement spécifique sur plusieurs mois, voire plusieurs années. Ces mesures décidées par le juge des tutelles au travers d'ordonnances prennent leur origine à partir de signalements de la famille, de travailleurs sociaux ou de personnes proches.

Aide à la Gestion du Budget Familial (AGBF) :

L'UDAF exerce des Mesures judiciaires d'aide à la gestion du budget familial (MJAGBF), prononcées par le Juge des Enfants. Les déléguées aux prestations familiales accompagnent les parents aux niveaux budgétaire (gestion des prestations familiales et accompagnement global autour du budget) et administratif (soutien des parents dans leurs démarches).

La MJAGBF s'inscrit dans la protection de l'enfance. Elle a pour objectif la satisfaction des besoins essentiels des enfants comme le logement, l'habillement, l'alimentation ou encore l'accès aux soins. Les parents sont également accompagnés dans leur rôle de parent.

Accueil Familial des Personnes Agées Personnes Handicapées (AFPAPH) :

L'UDAF de Saône et Loire est l'intermédiaire entre le Département (pilote du dispositif), les familles d'accueil, les personnes accueillies (âgées et/ou en situation de handicap) et leurs proches. L'objectif est, de façon opérationnelle, de faciliter les accueils aux domiciles des familles et de contribuer à la pérennité des accueils dans le temps. L'UDAF de Saône et Loire intervient sur le secteur Est du département : Mâconnais, Bresse louchannaise, Est-Chalonais.

Et dans le cadre de conventions ponctuelles :

Service d'Action Educative et Budgétaire (AEB)

Mandataire dans le cadre de Procédure de Rétablissement Personnel (PRP)

Service de Micro-Crédit Personnel Garanti

Service d'Information et de soutien aux Tuteurs Familiaux (ISTF)

**REGLES ET METHODES**

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exercice,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissements et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, au règlement n°2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- De l'avis n° 2007-05 du 4 mai 2007 relatif aux règles comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article R.314-1 du code de l'action social et des familles appliquant l'instruction budgétaire et comptable M22.
- Du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et qui succède au règlement CRC n° 1999-01 du 16 février 1999
- Du règlement ANC n° 2019-04 qui s'applique aux entités gestionnaires d'établissement et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS)
- Du règlement comptable n° 2020-08 du 4 décembre 2020 qui modifie le règlement n° 2018 – 06

EVENEMENTS POST-CLOTURES :

Pas d'évènements post-clôture susceptible d'influencer les comptes.

CHANGEMENT DE METHODE :

Pas de changement de méthode post-clôture susceptible d'influencer les comptes.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

• Logiciels	de 3 à 4 ans
• Construction	de 10 à 40 ans
• Installations, Agencements et Aménagements	de 10 à 40 ans
• Matériel de Bureau	de 2 à 10 ans
• Matériel Informatique.....	4 ans
• Mobilier et divers	10 ans

Le détail des valeurs brutes et des amortissements est fourni dans les tableaux ci-après.

PARTICIPATIONS, AUTRES TITRES IMMOBILISES, VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

PROVISIONS REGLEMENTEES

Le tableau ci après décrit, le cas échéant, l'état de ces provisions.

ENGAGEMENTS DE RETRAITE

A la clôture de l'exercice, le montant de la "dette actuarielle" en matière d'indemnités de fin de carrière (IFC) s'élève à 484 446 euros.

La dette actuarielle est déterminée à partir des paramètres généraux suivants :

Année de calcul : 2024

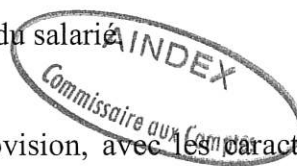
Taux d'actualisation : 3,19 %

Méthode de calcul : ANC 2021

Convention collective : Handicapés (médecins spécialisés des établissements et services pour personnes inadaptées et handicapées)

Initiative du départ : Le départ intervient à l'initiative du salarié

Table de mortalité : TG 05



La dette actuarielle est inscrite au bilan sous forme de provision, avec les caractéristiques suivantes :

Montant total de la provision comptabilisée à la date de clôture : 484 446 euros

Mouvement de la provision au cours de l'exercice (+ si dotation, - si reprise) :

+ 41 083 euros

Elle ne fait pas l'objet d'une externalisation auprès d'un organisme d'assurance.

REMUNERATION DES DIRIGEANTS

L'organe de direction est assuré par le Conseil d'administration dont les membres sont tous bénévoles, à ce titre ils ne perçoivent aucune rémunération de la part de l'association.

HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Il a été comptabilisé, sur l'exercice 2024, une somme de 23 760 euros TTC d'honoraires.

LES COMPTES DES MAJEURS PROTEGES

Les fonds gérés par l'UDAF, pour le compte des personnes sous tutelles, s'élèvent à un montant de 152 949 088 euros au 31 décembre 2024.

VALORISATION DU BENEVOLAT

Les heures de bénévolat ont été valorisées au SMIC horaires sur lequel a été appliqué le taux de charges sociales et fiscales de la structure.

Total des heures	Taux du SMIC	Taux des charges sociales et fiscales	Valorisation
5 922	11,88 €	47,05%	103 454,62 €

VENTILATION DES RESULTATS

SERVICES	CHARGES	PRODUITS	RESULTAT		
			2024	2023	VARIATION
ACTION FAMILIALE	537 652 €	551 546 €	13 894 €	7 410 €	6 484 €
HABITAT INCLUSIF	45 754 €	40 919 €	-4 835 €	-26 086 €	21 251 €
A.F.P.A.P.H	78 464 €	75 447 €	-3 017 €	5 336 €	-8 353 €
M.J.A.G.B.F	347 522 €	330 769 €	-16 753 €	1 463 €	-18 216 €
P.J.M	7 925 296 €	7 775 801 €	-149 495 €	445 957 €	-595 452 €
CENTRALISATION			-160 205 €	434 080 €	-594 285 €

INFORMATIONS FIGURANT AU COMPTE ADMINISTRATIF

➤ RESULTAT PJM

Résultat du CA à affecter		Tableau de passage	
DOTATION GLOBALE	6 332 789,00	RESULTAT DU BILAN	-149 494,85
RECETTES EN ATTENUATION	1 443 011,94	Prime partage de la valeur	159 068,00
TOTAL PRODUITS	7 775 800,94	Congés payés	1 487,07
CHARGES	-7 764 988,79	IFC	1 239,00
	10 812,15		
PROVISION CONGES PAYES	1 487,07		
RESULTAT	12 299,22	RESULTAT	12 299,22

➤ **RESULTAT MJAGBF**


Résultat du CA à affecter		Tableau de passage	
DOTATION GLOBALE	326 130,00 €	RESULTAT DU BILAN	-16 753,18 €
RECETTES EN ATTENUATION	4 638,63 €	Congés payés	3 905,60 €
TOTAL DES PRODUITS	330 768,63 €	Prime Partage de la Valeur	4 799,76 €
CHARGES	-342 722,05 €		
	-11 953,42 €		
PROVISIONS CONGES PAYES	3 905,60 €		
RESULTAT	-8 047,82 €	RESULTAT	-8 047,82 €

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

RUBRIQUE		Valeur début exercice	Acquisitions	Cessions	Virement de poste à poste	Valeur fin d'exercice
Immobilisations incorporelles						
FRAIS D'ETABLISSEMENT	201-					
AUTRES IMMO. INCORPORELLES	203=>208	161 376,98				161 376,98
	Total	161 376,98	0,00	0,00	0,00	161 376,98
Immobilisations corporelles						
TERRAINS	211-	151 203,00				151 203,00
AGENCEMENTS TERRAINS	212-					
BATIMENTS	2131+2141					
AGENCEMENTS BATIMENTS	2135+2145	6 508 969,40	0 856,25			6 519 825,65
MATERIEL ET OUTILLAGE	215-					
AGENCEMENTS	2181-	20 848,77				20 848,77
MATERIEL DE TRANSPORT	2182-					
MATERIEL DE BUREAU	2183-	681 960,07	5 189,80			687 149,87
MOBILIER	2184-	16 771,20				16 771,20
AUTRES IMMO CORPORELLES	2188-					
IMMO SUR TAXE D'APPRENTISSAGE	228-					
IMMOBILISATIONS EN COURS	231					
AVANCES ET ACOMPTES	237-238					
	Total	7 379 752,44	16 046,05	0,00	0,00	7 395 798,49
Immobilisations financières						
AUTRES TITRES IMMOBILISES	271-272	244 574,25	5 793,00			250 367,25
PRETS	274-					
AUTRES IMMO. FINANCIERES	275-	11 664,40		29,65		11 634,75
	Total	256 238,65	5 793,00	29,65	0,00	262 002,00
T O T A U X		7 797 368,07	21 839,05	29,65	0,00	7 819 177,47

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

RUBRIQUE	Amortissements cumulé au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Amortissements cumulé à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
FRAIS D'ETABLISSEMENT 2801				
AUTRES IMMO. INCORPORELLES 2803=>2808	145 669,81	4 774,05		150 443,86
Total	145 669,81	4 774,05	-	150 443,86
Immobilisations corporelles				
TERRAINS 2811	3,00			3,00
AGENCEMENTS TERRAINS 2812				
BATIMENTS 28131-28141				
AGENCEMENTS BATIMENTS 28135-28145	2 642 254,35	205 510,08		2 847 764,43
MATERIEL ET OUTILLAGE 2815				
AGENCEMENTS 28181	11 812,34	909,62		12 721,96
MATERIEL DE TRANSPORT 28182				
MATERIEL DE BUREAU 28183	587 535,34	33 974,94	6 652,80	614 857,48
MOBILIER 28184	10 916,34	1 018,80		11 935,14
AUTRES IMMO CORPORELLES 28188				
IMMO SUR TAXE D'APPRENTISSAGE 2828				
Total	3 252 521,37	241 413,44	6 652,80	3 487 282,01
Immobilisations financières				
PARTICIPATIONS 2971-2972	-			-
PRETS 2974	-			-
AUTRES IMMO. FINANCIERES 2975	-			-
Total	-	-	-	-
T O T A U X	3 398 191,18	246 187,49	6 652,80	3 637 725,87

TABLEAU DES PROVISIONS

RUBRIQUE		Montant en début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant en fin d'exercice
	Réserves				
141-	RESERVE DE TRESORERIE				
	Total	0,00	0,00	0,00	0,00
148-	Provisions réglementées				
	DIFF. SUR REAL. D'ELTS. D'ACTIF				
	Total	0,00	0,00	0,00	0,00
1511-	Provisions pour risques et charges				
	PROVISIONS POUR LITIGES	3 058,83		3 058,83	0,00
1514-	PROV. POUR AMENDES ET PENALITES				
1518	AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES				
15181	AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES	5 566,57	950,00		6 516,57
15182	AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES				
15311	PROVISION DEPART RETRAITE	443 363,00	48 982,00	7 899,00	484 446,00
157-	PROV. POUR RISQUES LIES A L'INVEST				
158-	AUTRES PROV. POUR RISQUES ET CHGES				
	Total	451 988,40	49 932,00	10 957,83	490 962,57
	Provisions pour dépréciation				
290-	IMMO. INCORPORELLES				
291-	IMMO. CORPORELLES				
391-	STOCKS ET EN COURS				
491- 496	COMPTES CLIENTS - DEBITEURS DIVERS				
59-	PROV. POUR DEP. CPTES. FINANCIERS				
	Total	0,00	0,00	0,00	0,00
	T O T A U X	451 988,40	49 932,00	10 957,83	490 962,57
	dont dotations et reprises :				
	d'exploitation 681				
	financières 686				
	exceptionnelles 687				
	dont affectation de résultat 120				

Désignation: UDAF de Saône et Loire

Exercice clos le 31 décembre 2024

TABLEAU DES EMPRUNTS

Caractéristique et référence des emprunts N°Compte- val origine	Capital dû au début de l'exercice	Au cours de l'exercice		Capital restant dû à la clôture de l'exercice			
		Capital souscrit	Capital remboursé	TOTAL	-1 an	1 à 5 ans	+5ans
Crédit Coopératif - Bâtiment de Mâcon	1 071 370	0	90 898	980 472	93 609	511 632	375 231
Crédit Coopératif - Bâtiment de Charolles	578 520	0	24 310	554 211	25 035	136 831	392 344
Crédit Agricole - Bâtiment de Chalon	1 978 486	0	111 157	1 867 329	112 633	586 002	1 168 694
TOTAUX	3 628 376	0	226 364	3 402 012	231 277	1 234 465	1 936 270



Désignation: UDAF de Saône et Loire

Exercice clos le 31 décembre 2024

TABLEAU DES CREANCES

	Montant brut	< à 1 an	> à 1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	262 002		262 002
Créances douteuses			
Autres créances	8 355	8 355	
Personnel et comptes rattachés			
Organismes sociaux			
Etat et autres collectivités			
Comptes de liaison			
Groupes et associés			
Débiteurs divers	195 252	195 252	
Charges constatées d'avance	34 465	34 465	
TOTAUX	500 074	238 072	262 002
Montant des prêts accordés			
Montant des remboursements obtenus			

Désignation: UDAF de Saône et Loire

Exercice clos le 31 décembre 2024

TABLEAU DES DETTES

	Montant brut	< 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans
Emprunts à 2 ans maximum				
Emprunts à plus de 2 ans	3 402 012	231 277	1 234 465	1 936 270
Emprunts et dettes financières divers	9 220	9 220		
Fournisseurs et comptes rattachés	146 439	146 439		
Personnel et comptes rattachés	482 544	482 544		
Organismes sociaux	460 204	460 204		
Etat et autres collectivités publiques	137 664	137 664		
Dettes sur immobilisations				
Comptes de liaison				
Groupes et associés				
Autres dettes	118 798	118 798		
Produits constatés d'avance	2 100	2 100		
TOTAUX	4 758 981	1 588 246	1 234 465	1 936 270
Emprunts souscrits en cours d'exercice	0			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	226 364			

VARIATION DES FONDS PROPRES DE LA STRUCTURE

Numéro de cpte	Comptes	Début exercice	Correction A-nouveau	Augment.	Diminution	Fin d'exercice
	Fonds associatif (sans droit de reprise)					
1021-	Valeur du patrimoine intégré					-
1022-	Fonds statutaires	253 521				253 521
1024-	Apports sans droits de reprise	57 273				57 273
1025-	Legs et donations					-
1026-	Subv d'invest affectés à biens renouvelables (1)					-
	Total Fonds associatif (sans droit de reprise)	310 794	-	-	-	310 794
	Fonds associatif (avec droit de reprise)					-
1034-	Apports avec droits de reprise					-
1035-	Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés assortis d'une					-
1036-	Subventions d'invest biens renouvelables.					-
	Total Fonds associatif (avec droit de reprise)	-	-	-	-	-
	Ecarts de réévaluation					
1051-	Ecart de réévaluation (sans droit de reprise)					-
1052-	Ecart de réévaluation (avec droit de reprise)					-
	Total Ecarts de réévaluation	-	-	-	-	-
	Reserves					
1063-	Reserves statutaires ou contractuelles					-
1064-	Reserves des plus values nettes	40 000				40 000
1068-	Autres reserves	64 638				64 638
10682	Excédent affectés à l'investissement	124 374				124 374
106821		-				-
10685	Excédent affectés à la couverture du BRF	547 377				547 377
10686	compensation de déficits d'exploitation	- 2 408	2 408			-
10687	Réserve de compensation charges amt					-
10688	Réserves pour projets associatifs					-
106881	Réserve contentieux compte pivot					-
	Total des Reserves	773 982	2 408	-	-	776 390
1100-	Report à nouveau (créditeur) (1)	1 910 964		12 747	26 086	1 897 625
1110	Excédents affectés au financement des mesures d'exploitation	-				-
114000	Report à nouveau des charges rejetées					-
115000	Résultat sous contrôle des tiers financeurs	549 137		447 420		996 556
1151-	Mesures d'exploitation non reductibles	74 000				74 000
11591	Report à nouveau des charges rejetées	- 179 074				- 179 074
1160	Dépenses non opposables	-				-
1161	Dépenses non opposables investissements	-				-
119001	Report à nouveau (débitteur)	-				-
119002	Report à nouveau MASP (débitteur)	-				-
119000	Report à nouveau ENFAASE					-
1200-	Résultat (créditeur)	434 080			594 285	- 160 205
1290-	Résultat (débitteur)					-
131-	Subventions d'équipement					-
139-	Subventions d'équipement virée au C.R.					-
	Total subventions	-	-	-	-	-
	Totaux	3 873 883	2 408	460 166	620 371	3 716 086

(1) Cf ANC 2019-04 et ANC 2018-06

VARIATION DES FONDS PROPRES DE L'INSTITUTION

Numéro de cpte	Comptes	Début exercice	Correction A-nouveau	Augment.	Diminution	Fin d'exercice
	Fonds associatif (sans droit de reprise)					
1021-	Valeur du patrimoine intégré					-
1022-	Fonds statutaires	253 521				253 521
1024-	Apports sans droits de reprise	57 273				57 273
1025-	Legs et donations					-
1026-	Subv d'invest affectés à biens renouvelables					-
	Total Fonds associatif (sans droit de reprise)	310 793	-	-	-	310 793
	Fonds associatif (avec droit de reprise)					-
1034-	Apports avec droits de reprise					-
1035-	Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés assortis d'une					-
1036-	Subventions d'invest biens renouvelables.					-
	Total Fonds associatif (avec droit de reprise)	-	-	-	-	-
	Ecarts de réévaluation					
1051-	Ecart de réévaluation (sans droit de reprise)					-
1052-	Ecart de réévaluation (avec droit de reprise)					-
	Total Ecarts de réévaluation	-	-	-	-	-
	Reserves					
1063-	Reserves statutaires ou contractuelles					-
1064-	Reserves des plus values nettes	40 000				40 000
1068-	Autres reserves	64 638				64 638
10682	Excédent affectés à l'investissement					-
106821						-
10685	Excédent affectés à la couverture du BRF					-
10686	compensation de déficits d'exploitation					-
10687	Réserve de compensation charges amt					-
10688	Réserves pour projets associatifs					-
106881	Réserve contentieux compte pivot					-
	Total des Reserves	104 638	-	-	-	104 638
1100-	Report à nouveau (créditeur)	1 186 189			18 676	1 167 513
1110	Excédents affectés au financement des mesures d'exploitation					-
114000	Report à nouveau des charges rejetées					-
115000	Résultat sous contrôle des tiers financeurs					-
1151-	Mesures d'exploitation non reductibles					-
11591	Report à nouveau des charges rejetées					-
1160	Dépenses non opposables					-
1161	Dépenses non opposables investissements					-
119001	Report à nouveau (débitaire)					-
119002	Report à nouveau MASP (débitaire)					-
119000	Report à nouveau ENFAASE					-
1200-	Résultat (créditeur)	-		9 060		9 060
1290-	Résultat (débitaire)	- 18 676		18 676		-
131-	Subventions d'équipement					-
139-	Subventions d'équipement virée au C.R.					-
	Total subventions	-	-	-	-	-
	Totaux	1 582 945	-	27 736	18 676	1 592 004

Numéro de cpte	Comptes	Début exercice	Augmentation	Diminution	Fin exercice
194-	Fonds dédiés sur subventions de fonctiont.	153 462	205 785	153 462	205 785
195-	Fonds dédiés sur dons manuels affectés				
197-	Fonds dédiés sur legs et donations affectés				
	Fonds dédiés sur contributions financières des autorités de tarification				
		Total	205 785	153 462	205 785
6894-	Engagements à réaliser sur subvention reçues	/	205 785	/	/
6895-	Engagements à réaliser sur dons manuels	/		/	/
6897-	Engagements à réaliser sur legs et donations	/		/	/
	Engagements à réaliser sur contributions financières des autorités de tarification				
		Total	205 785	/	/
7894-	Report sur subventions attribuées	/	/	153 462	/
7895-	Report sur dons manuels affectés	/	/		/
7897-	Report sur legs et donations affectées	/	/		/
	Report sur contributions financières des autorités de tarification				
		Total	/	153 462	/

Désignation: UDAF de Saône et Loire

Exercice clos le 31 décembre 2024

TABLEAU DES DETTES

ENGAGEMENTS DONNES

Avals et caution	
Engagements en matière de pensions	
Engagements en matière de retraite	484 446
Autres engagements donnés	
TOTAL	484 446

AINL
Commissaire aux

Engagement hors bilan

Pour le bâtiment de Mâcon:

Subrogation dans le privilège de vendeur avec réserve de l'action résolutoire et inscription de privilège de prêteur de deniers sans concurrence, à hauteur de 1 591 285,00 euros.

Hypothèque conventionnelle complémentaire sans concurrence, à hauteur de 608 715,00 euros.

Pour le bâtiment de Charolles :

Hypothèque conventionnelle de rang courant, sans concurrence, à hauteur de 725 183,00 euros.

Ces garanties concernent les prêts effectués auprès du Crédit Coopératif.

Pour le bâtiment de Chalon sur Saône :

Hypothèque conventionnelle à hauteur de 1 140 148,76 euros.

Privilège de prêteur de deniers à hauteur de 709 851,24 euros.

ENGAGEMENTS RECUS

Plafonds des découverts autorisés	
Avals et cautions reçus	
Autres engagements reçus	
TOTAL	0

NATURE DES SUBVENTIONS RECUES SUR L'EXERCICE

Conformément à l'article 431-9 du Règlement ANC 2018-06, les subventions obtenues au cours de l'exercice sont les suivantes par catégories de subventions et par financeurs :

Subventions d'investissement :

Néant



Subventions d'exploitation :

Total UNAF (Part 1) :	154 438 €
Total UNAF (Part 2) :	42 240 €
Total DDETS71 (Point Conseil Budget) :	69 032 €
Total Conseil Départemental (Part 1 + PA PH+ Habitat Inclusif)	105 468 €
Total CDC (Part 2 + PCB)	2 500 €

PRODUITS A RECEVOIR


	Montants
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	195 252
Autres créances	
Disponibilités	33 751
TOTAL	229 003

AINDEX
Commissaire aux Comptes

Désignation: UDAF de Saône et Loire

Exercice clos le 31 décembre 2024

CHARGES A PAYER

		Montants
 Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		9 220
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		61 419
Dettes fiscales et sociales		270 354
Autres dettes		881 795
TOTAL		1 222 788

Désignation: UDAF de Saône et Loire

Exercice clos le 31 décembre 2024

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

	Charges	Produits
Charges/ produits d'exploitation	34 465	2 100
Charges/ produits financières		
Charges/ produits exceptionnels		
TOTAL	34 465	2 100

AINDEX
Commissaire aux Comptes

Renseignements en E.T.P tels qu'ils ressortent de l'état du personnel

Catégories	Cadres	Employés	Travailleurs sociaux Délégués Tutelle	Total
ACTION FAMILIALE	1,21	0,83	3,10	5,14
A.F.P.A.P.H	0,14	0,30	0,80	1,24
M.J.A.G.B.F	0,91	0,83	2,50	4,24
P.J.M	12,53	47,29	67,45	127,27
TOTAL	14,79	49,25	73,85	137,89

Rémunération des trois plus haut cadres dirigeants

En vertu de l'article 20 de la loi n° 2006-586, l'association est tenue de publier la rémunération de ses trois plus hauts cadres dirigeants. Compte tenu du fait que cette mention reviendrait à indiquer le salaire d'une seule personne, cette information n'est pas communiquée.

